La France réitère son soutien à la médiation tanzanienne dans la crise au Burundi

PANA, 27 mai 2016 Bujumbura, Burundi - La France a rÃ©itÃ©rÃ©, vendredi, son soutien au facilitateur et ancien prÃ©sident tanzanien, Benjamin Mâ€™kapa, aprÃ¨s la dÃ©termination dont il a fait montre au premier round du dialogue inter-burundais, du 21 au 24 mai dernier, Ã Arusha, en Tanzanie, face aux protagonistes de la crise de plus dâ€™un an dans lâ€™un des bastio les plus sÃ»rs de la Francophonie au niveau de la rÃ©gion des Grands Lacs, apprend-on de source diplomatique Ã Bujumbura.

Lâ€™attachement de la France Ã la paix au Burundi sâ€™est dÃ©jÃ traduit par deux importantes rÃ©solutions auÂ Conseil d SÃ©curitÃ©Â desÂ Nations uniesÂ depuis lâ€™Ã©clatement de la crise burundaise, en avril 2015. La plus forte de ces rÃ©solu proposait le dÃ©ploiement deÂ casques bleusÂ onusiens chargÃ©s de la prÃ©vention et de la protection des civils menacÃ©s p les consÃ©quences dâ€™une crise politique et desÂ droits humainsÂ nÃ©e de la contestation, dans la rue, par les opposants a troisiÃ¨me quinquennat de lâ€™actuel chef de lâ€™Etat burundais, Pierre Nkurunziza, Ã la tÃªte du pays. Â« Nous rÃ©itÃ©ron soutien au facilitateur et Ã sa dÃ©termination Ã faire aboutir le dialogue inter-burundais dans le respect de lâ€™Accord dâ€™A Â», souligne en substance, un communiquÃ© envoyÃ©, vendredi Ã la PANA, de lâ€™ambassade de France Ã Bujumbura. Lâ€™Accord dâ€™aoÃ»t 2000, Ã Arusha, en Tanzanie, sur la paix et la rÃ©conciliation avait mis fin Ã plus dâ€™une dÃ©cenn au Burundi. Â« Nous appelons lâ€™ensemble des acteurs burundais, notamment ceux absents Ã cette premiÃ¨re session de consultations, Ã sâ€™engager sans rÃ©serve et de maniÃ¨re constructive Â», poursuit le communiquÃ© qui renouvelle, en outr lâ€™appel de la France Ã toutes les parties burundaises Ã Â« ne pas recourir Ã la violence Â». Les reprÃ©sentants du Conse national pour la dÃ©fense de lâ€™accord dâ€™Arusha et la restauration de lâ€™Etat de droit (Cnared, principale plateforme de lâ€™opposition interne et enÂ exil) Ã©taient les grands absents des rÃ©centes consultations pour nâ€™avoir pas Ã©tÃ© invitÃ que membres dâ€™une entitÃ© politique unique. Certains leaders politiques membres de cette coalition de 25 partis dâ€™opposition ont nÃ©anmoins rÃ©pondu prÃ©sents aux invitations adressÃ©es par la mÃ©diation Ã titre individuel. Par co aucun leader autoproclamÃ© de plusieurs rÃ©bellions armÃ©es nÃ©es de la crise nâ€™a Ã©tÃ© contactÃ© pour se rendre au consultations dâ€™Arusha appelÃ©es Ã reprendre avant la fin du mois de juin prochain, selon le bureau de la mÃ©diation tanzanienne. Â« La France est mobilisÃ©e, notamment auÂ Conseil de SÃ©curitÃ© des Nations unies, en faveur dâ€™une sol politique et dâ€™un renforcement de la prÃ©sence des Nations unies sur place, sur la base des propositions du secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral pour le dÃ©ploiement dâ€™une force de police Â», conclut le communiquÃ© de presse. Les violences devenues qu quotidiennes au Burundi ont encore emportÃ©, mercredi, la vie de trois personnes, dont un retraitÃ© des forces armÃ©es burundaises, le colonel Lucien Rufyiri. Un haut responsable de la police nationale, le commissaire GÃ©rÃ´me Ndikuriyo, de son cÃ´tÃ©, a Ã©tÃ© enlevÃ© dans la nuit de jeudi Ã vendredi, au nord de la ville de Bujumbura, par des individus non identifiÃ dâ€™aprÃ¨s des sources sÃ©curitaires dans laÂ capitale burundaise.